CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 27.938 du 28 mai 2009
dans l'affaire X / V

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 18 mars 2009 par X, qui déclare être de nationalité algérienne, contre la décision X du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 25 février 2009 ;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi ») ;

Vu le dossier administratif et la note d'observation ;

Vu l'ordonnance du 23 avril 2009 convoquant les parties à l'audience du 19 mai 2009 ;

Entendu, en son rapport, M. G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers ;

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me F. JACOBS, avocate, et Mme S. ALEXANDER, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

1.1. Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité algérienne. Célibataire, vous seriez originaire d'Oran, ville dans laquelle vous auriez vécu avec votre mère, vos frères et soeurs jusqu'à votre départ d'Algérie. Maçon et peintre, vous auriez travaillé dans la ville d'Oran. Toutefois étant donné le coût de la vie, votre salaire n'aurait pas suffi pour subvenir à vos besoins et à ceux de votre famille. Vous auriez décidé de quitter l'Algérie afin d'améliorer votre situation financière pour pouvoir acheter un appartement et pouvoir vous marier.

Invité à préciser si vous aviez déjà eu des problèmes avec les autorités de votre pays, vous répondez avoir été arrêté lors de votre passage dans une manifestation pour pouvoir rentrer chez vous et ce, en janvier 1987 à Oran. Vous auriez été détenu en prison durant 16 mois sans avoir été jugé. Vous auriez été libéré le 14 mai 1988 et après, vous auriez quitté le pays pour venir en Belgique. Confronté à l'incohérence chronologique des faits, vous apportez la correction suivante à savoir que vous auriez été mis en prison en janvier 2007 et été libéré en mai 2008. Votre décision de quitter le pays aurait été motivée par votre pauvreté et votre désir de trouver un travail pour connaître une vie meilleure.

Le 18 mai 2008, vous vous seriez rendu au port d'Oran où vous seriez monté dans un bateau de commerce à destination de Marseille. Dans cette ville, vous auriez pris un train en direction de Paris et ensuite, en direction de Bruxelles. Vous seriez arrivé sur le territoire belge vers le 28 ou 29 mai 2008.

A savoir quelles sont vos craintes en cas de retour en Algérie, vous répondez que la mort vous y attendrait car votre demande d'asile risquerait d'être assimilée à une critique du gouvernement. Vous expliquez également que vous y retrouveriez la misère.

B. Motivation

Force est d'abord de constater que vous invoquez vos difficultés financières pour appuyer votre demande d'asile. De fait, vous expliquez que la vie est chère en Algérie et que votre salaire ne suffirait pas à satisfaire vos besoins et ceux de votre famille. Vous ajoutez également espérer trouver en Europe une meilleure situation financière afin d'avoir un appartement, vous marier et avoir des enfants (cf. rapport d'audition en date du 9 février 2009 p. 2, 3 et 4).

De tels éléments ne peuvent être rattachés à l'un des critères prévus par la Convention de Genève du 28 juillet 1951, à savoir un motif religieux, politique, de nationalité, de race ou d'appartenance à un groupe social.

Force est aussi de constater que vous faites part de votre crainte d'être tué en cas de retour en Algérie parce que vous auriez demandé l'asile en Belgique et critiqué le gouvernement lors de votre audition au Commissariat général. De fait, durant cette audition, vous avez déclaré que l'Algérie est bien pour les riches, Boutheflika et ses amis. Vous avez également traité le Président de la République de voleur (cf. rapport d'audition en date du 9 février 2009 p. 3 et 5). Invité à préciser comment les autorités algériennes pourraient-elles être informées du contenu de votre demande d'asile, vous répondez dans un premier temps ne pas le savoir et ensuite, vous prétendez que le CGRA pourrait contacter les autorités algériennes. En début d'audition, il vous a été rappelé que vos propos étaient confidentiels et, en fin d'audition, que vos déclarations ne seraient nullement révélées aux autorités algériennes. Vous avez même dit que vous étiez alors rassuré (cf. rapport d'audition en date du 9 février 2009 p. 2 et 5). Dès lors, votre crainte à l'égard des autorités de votre pays n'est nullement fondée.

Force est enfin de constater que vous êtes originaire de la ville d'Oran. Or, il ressort d'une analyse de la situation en Algérie qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas, dans les grands centres urbains d'Algérie, de risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la Loi sur les étrangers. Comme il ressort des informations dont dispose le Commissariat général et dont vous trouverez une copie dans le dossier administratif, la situation, à présent normalisée dans l'ensemble des grands centres urbains, n'y est donc pas de nature telle que les civils fassent l'objet de menaces graves contre leur vie ou leur personne en raison d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

- 2.1. La partie requérante, dans sa requête introductive d'instance, reprend l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise. Elle ajoute que le requérant a, au cours de ses trois auditions au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après « CGRA » ou « partie défenderesse »), « exprimé clairement et sans ambiguïté sa condamnation du régime en place ».
- 2.2. Elle impute à un trop plein de misère pour arriver à subvenir aux besoins basiques de sa famille, et à trop d'arbitraire, vécu notamment dans la prison d'Oran durant seize mois, sa fuite d'Algérie.
- 2.3. Elle prend un premier moyen tiré de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ; des articles 48/3, 48/4, 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; ainsi que du principe général de bonne administration et du contradictoire, et de l'erreur manifeste d'appréciation.
- 2.4. Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.
- 2.5. Elle souligne l'actualité des craintes exprimées dans le contexte algérien, et les violations des droits de l'homme, particulièrement celle de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, telle qu'amendée par le Protocole n° 11.
- 2.6. Elle souligne que le retour forcé en Algérie du requérant est une de ses craintes supplémentaires, d'autant plus que toute procédure en la matière passe nécessairement par une demande de laissez-passer aux autorités algériennes, dès lors de facto au courant du séjour illégal du requérant en Belgique ; ce qui entraîne un risque à son égard de suspicion de terrorisme. Elle fait état, en tant que facteurs aggravants, du fait que le requérant n'est pas en ordre d'obligations militaires et qu'il a déjà subi un emprisonnement de longue durée.
- 2.7. Elle regrette que, sous l'angle de la protection subsidiaire, le CGRA n'ait abordé le problème que dans le cadre du point c) de l'article 48/4 et non du point b) concernant les traitements inhumains et dégradants déjà subis.
- 2.8. Elle sollicite la réformation de la décision entreprise et la reconnaissance de la qualité de réfugié au requérant ou, à tout le moins, l'octroi de la protection subsidiaire. A titre subsidiaire, elle suggère de renvoyer la cause au CGRA.

3. Le dépôt de nouveaux documents

- 3.1. La partie requérante a déposé à l'audience une copie d'un article de presse daté du mois d'avril 2009 (dossier de la procédure, pièce 9).
- 3.2. Lorsqu'un nouvel élément est produit devant le Conseil, « *l'article 39/76, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, [de la loi du 15 décembre 1980], doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides* » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008). Cela implique notamment que « *cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le*

caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel élément dans une phase antérieure de la procédure.» (Cour constitutionnelle, arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008).

- 3.3. Le Conseil estime que la copie de l'article de presse dont question, par son caractère général, n'est pas de nature à démontrer le caractère fondé du recours. Il ne satisfait donc pas aux conditions prévues par l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il est interprété par la Cour constitutionnelle, et décide dès lors de ne pas en tenir compte.

4. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi

- 4.1. L'article 48/3 de la loi en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 [ci-après dénommée « convention de Genève »]* ». Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».
- 4.2. Le requérant fonde, en substance, sa demande d'asile sur un besoin d'améliorer sa situation financière. Il y ajoute avoir fait l'objet d'une longue détention extrajudiciaire pour s'être trouvé, par hasard, dans une manifestation. Il relève surtout que sa demande d'asile en Belgique pourrait être assimilée à une critique envers le gouvernement algérien, entraînant, dans son chef, une condamnation à mort en cas de retour.
- 4.3. La décision attaquée rejette la demande après avoir estimé que les motifs économiques invoqués par le requérant ne pouvaient être rattachés à l'un des critères prévus par la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Le Commissaire général ajoute que le caractère confidentiel des propos du requérant, tenus devant lui, consistant à critiquer le gouvernement algérien, ne pourrait entraîner un risque de mort en cas de retour dans le pays dont il a la nationalité. Il en conclut que sa crainte à l'égard des autorités de son pays n'est dès lors nullement fondée.
- 4.4. La partie défenderesse, dans sa note d'observation, après avoir rappelé le principe général de la charge de la preuve dans le cadre de l'examen des demandes d'asile, estime que le requérant n'avance, en termes de requête, aucun élément concret et sérieux susceptible de rattacher sa demande d'asile à l'un des critères de la Convention de Genève. Elle observe qu'il ne fournit aucun élément permettant d'établir qu'il a été persécuté ou risque de l'être parce qu'il a dénoncé la corruption qui règne dans son pays. Elle souligne que la partie requérante se fonde sur des suppositions pour affirmer que le requérant, en cas de retour en Algérie, risque d'être assimilé à un terroriste, ou risque d'être suspecté d'avoir critiqué le régime algérien.
- 4.5. La partie requérante, en termes de requête, soutient que l'acte attaqué ne démontre pas suffisamment en quoi sa demande d'asile serait étrangère à la Convention de Genève. Le Conseil ne peut s'associer à cette argumentation de la requête, la partie requérante restant en défaut d'exposer concrètement la manière dont le requérant aurait émis de manière réitérée des « condamnations sévères quant au régime en place ». De même, la référence de la requête à une situation générale complexe et incertaine en Algérie en combinaison avec lesdites « condamnations sévères » du

régime ne peut suffire pour contribuer au rattachement du récit produit à l'un des critères prévus par la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

- 4.6. Quant à la crainte, exprimée par la partie requérante en termes de requête, d'un retour forcé en Algérie en tant que demandeur d'asile débouté, et de l'identification du requérant comme tel au vu de la nécessité pour ce dernier d'obtenir un laissez-passer de la part des autorités algériennes, le Conseil opère le même constat que *supra*. En effet, la partie requérante n'apporte pas le moindre élément concret, pas le moindre commencement de preuve, qu'aujourd'hui, un demandeur d'asile débouté et forcé à retourner en Algérie, serait « suspecté d'avoir critiqué le régime » ou « d'être terroriste ». En conséquence, le Conseil ne peut retenir la crainte exprimée en ce qu'elle se fonde sur de pures supputations non étayées.
- 4.7. Dans le cadre des points 4.5. et 4.6. soulevés ci-dessus, le Conseil rappelle à l'instar de la partie défenderesse en termes de note d'observation, que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique. Partant, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.
- 4.8. A la lecture du dossier administratif, le Conseil estime que les motifs formulés dans la décision attaquée sont conformes aux pièces du dossier et sont pertinents.
- 4.9. Enfin, le requérant a fait état d'une très longue détention consécutivement à son passage fortuit au cœur d'une manifestation. Si l'acte attaqué ne conteste pas ce fait, le Conseil rappelle que dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95). Fort de ce qui précède, le Conseil estime que ladite détention, pour laquelle l'acte attaqué pointe une fragilité chronologique dans son résumé des faits, ne peut être considérée comme établie à suffisance au vu de l'extrême pauvreté des précisions fournies par le requérant alors qu'il allègue d'une détention de plus de seize mois, et présente celle-ci, tantôt comme purement arbitraire, tantôt sous le coup d'un mandat de dépôt.
- 4.10. En conséquence, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Partant, le moyen est non fondé en ce qu'il porte sur une violation de l'obligation de motivation au regard de cette disposition et de l'article 48/3 de la loi.

5. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi

5.1. L'article 48/4 de la loi énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves :*

a) la peine de mort ou l'exécution ; ou

b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou

c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

5.2. La partie requérante, après avoir rappelé brièvement les articles 48/4 et 48/5 de la loi, et précisé que la partie défenderesse axe essentiellement son argumentation, et dès lors son examen sur l'article 48/4, §2, c) de la loi, soutient ne pas apercevoir pourquoi l'examen n'est pas entrepris sous l'angle de l'article 48/4, §2, b) de la loi.

5.3. A titre d'élément ou circonstance indiquant qu'il existe de sérieux motifs de croire que le requérant serait exposé, en cas de retour dans son pays d'origine, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, b) de la loi, la partie requérante ne développe cependant aucune argumentation précise, hormis qu'elle a déjà subis des traitements inhumains et dégradants en Algérie.

5.4. Le Conseil constate que par cette courte affirmation, la partie requérante reste en défaut d'établir qu'il existe de « *sérieux motifs de croire* » que le requérant «*encourrait un risque réel* » de subir « *la peine de mort ou l'exécution* » ou « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine* » au sens de l'article 48/4, §2, a) et b) de la loi.

5.5. De plus, quant à la détention alléguée, le Conseil renvoie au point 4.9. ci-dessus.

5.6. Le Conseil note pour le surplus que les affirmations de la partie requérante ne sont nullement étayées, et ce au contraire de l'acte attaqué qui s'appuie sur une analyse de la situation générale de sécurité en Algérie.

5.7. En conséquence, il n'y a pas lieu d'octroyer la protection subsidiaire à la partie requérante.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la Ve chambre, le vingt-huit mai deux mille neuf par :

M. G. de GUCHTENEERE,

juge au contentieux des étrangers,

Mme I. CAMBIER,

greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

I. CAMBIER

G. de GUCHTENEERE